

JOURNAL DE ROUBAIN

POLITIQUE, INDUSTRIEL & COMMERCIAL

RIX DE L'ABONNEMENT :

Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 francs. — Un an, 50 francs.
Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs.
La France et l'étranger, les frais de poste en sus.

LE PRIX DES ABONNEMENTS EST PAYABLE D'AVANCE. — TOUT ABONNEMENT CONTINUE JUSQU'À RÉCEPTION D'AVIS CONTRAIRE.

RÉDACTION & ADMINISTRATION

47, RUE NEUVE, 17

Directeur-Gérant : ALFRED REBOUX

Bureau à Tourcoing, RUE DES POUTRAINS, 42

ABONNEMENTS ET ANNONCES :

RUE NEUVE, 17, A ROUBAIN. — A LILLE, RUE DU CURÉ SAINT-ÉTIENNE, 9 bis.
Paris, chez MM. HAVAS, LAFFITE et C^e, place de la Bourse, 8, et rue Notre-Dame-des-Victoires, 34
Bruxelles, à l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIN, LE 18 MAI 1886

Sottise ou prévoyance ?

Des agents gouvernementaux ont voulu, le mois passé, pénétrer de force et sans mandat de justice dans une usine, sous prétexte que, dans cette usine, il y a une chapelle et que, dans cette chapelle, on disait la messe depuis quarante ans sans autorisation.

Le directeur de l'usine, représentant légitime du patron, a essayé de défendre la propriété dont il avait la garde.

Les agents du gouvernement l'ont grièvement blessés; ils ont tué, à coups de revolver, une ouvrière et en ont blessé une autre.

Des ministres qui n'auraient pas perdu tout esprit d'équité ou même tout sens commun se seraient efforcés d'atténuer, dans la mesure du possible, les conséquences d'un pareil malheur; ils auraient laissé les tribunaux décider si le sous-préfet et ses gendarmes avaient réellement tort ou raison, et si le droit, (le droit n'a rien à voir dans les actes du gouvernement d'aujourd'hui) mais la lettre de la loi on s'il n'y avait pas lieu d'accorder une satisfaction aux victimes ou à leurs familles.

C'est été de la politique sensée et honnête, et, par conséquent, de la politique habile.

Mais cette politique-là, nos ministres ne la connaissent pas.

Une note officielle, communiquée hier à la presse, nous a apporté cette nouvelle étonnante : ce ne sont pas les meurtriers, ce sont les victimes de l'attentat de Châteautilain qui vont être poursuivies devant le tribunal correctionnel!

M. Fischer et l'ouvrière blessée, paraissant devoir se remettre des coups de revolver qu'on leur a tirés à bout portant, le ministre de la justice veut les faire jeter en prison. Puisqu'on n'a pu tuer ces cléricaux, on les privera du moins de leur liberté.

Le jury de la Cour d'assises ne lui paraissant pas assez sûr, M. Goblet s'adresse à la magistrature (purée par la loi de 1883. Il attend d'elle plus de complaisance et plus de souplesse. Il est même assez présomptueux que le jugement est tout prêt et que les magistrats de Bourgoing n'auront qu'à signer.

Le curé, le vicaire de Châteautilain, les religieuses attachées à l'usine et des ouvrières sont poursuivis comme complices.

Ils n'ont pris aucune part à la défense du domicile assailli par le sous-préfet et les gendarmes; mais qu'importe? on veut les traîner tous devant les tribunaux puisqu'il paraît évident que ces prêtres-là disaient la messe dans la chapelle de l'usine et que les religieuses et les ouvrières y allaient prier.

Tout cela semblera bien odieux à ceux qui ont encore au cœur le sentiment du juste; cela semblera grotesque et bête à ceux-là même qui considèrent avec le plus d'indifférence et de scepticisme les événements d'aujourd'hui; cela paraîtra inutile et maladroit à tout le monde.

Et pourtant, en y regardant de près, peut-être trouverait-on que le ministre est plus prévoyant qu'il n'y paraît.

Le parti jacobin peut espérer que, s'il garde le pouvoir quelques années encore, il fera fermer également les écoles chrétiennes libres et imposera l'irrigation du haut en bas de l'enseignement officiel.

Il y va tout droit et il a des chances pour y arriver; ce n'est plus qu'une question de temps. Dans trois ou quatre ans, avant peut-être, si la majorité des électeurs n'a pas vu clair, nous y serons.

L'instruction étant obligatoire, les pères de famille qui n'auront pas le moyen d'avoir des précepteurs à domicile et qui ne voudront pas livrer leurs enfants à un enseignement athée, pourront y être contraints par la force.

La loi en main (une loi formelle, absolue, toute récente et sur laquelle il n'y aura pas à épiloguer) l'autorité préfectorale leur enverra les gendarmes, comme on a fait au propriétaire de l'usine de Châteautilain.

Il s'en trouvera certainement dans le nombre qui voudront résister, même à coups de revolver.]

Qui sait si, en faisant condamner M. Fischer et ses complices? On n'entend pas créer un précédent et intimider ceux qui, en ces temps si proches, penseraient à préserver, au péril de leur vie, la conscience de leurs enfants, ceux qui voudront défendre le Droit contre la Loi — le droit inné et imprescriptible contre la loi révolutionnaire? ALFRED REBOUX.

NOUVELLES DU JOUR

Réunion de la commission du budget

Paris, 17 mai. — Bien que la commission du budget fut convoquée, les députés étaient aujourd'hui plus que rares à la Chambre.

La commission comptait à peine la moitié de ses membres.

Elle a reçu au début de sa séance et renvoyé à la sous-commission des cultes une pétition émanant de membres de l'Église gallicane qui demandent l'application du budget des cultes à cette Église au même titre qu'à l'Église catholique.

Elle s'est ensuite ajournée au 25.

D'ici-là, les sous-commissions siffleront tous les jours.

Encore un conflit en perspective

Paris, 17 mai. — Le conseil général de la Seine, sur la proposition de son président, M. Rousselle, a levé sa séance, au signe de protestation, malgré l'opposition du préfet de la Seine et de la droite de l'Assemblée, sur ce prétexte que la convocation était nulle, le bureau n'ayant pas été consulté par le gouvernement.

Les manœuvres de l'escadre

Toulon, 17 mai. — La sortie de cette nuit a eu lieu par un calme plat, au clair de lune. L'amiral Brown surveillait les mouvements du sémaphore de Sète et de la Milla et un contre-torpilleur croiseur sous Sèpe, l'Éclair et un contre-torpilleur, près du cap Brun.

Les capitaines des torpilleurs disent qu'ils auraient voulu le *Vauban*, mais le fait reste à prouver, car presque tous ont été tués, à 1,000 mètres. Le temps était du reste défavorable à une surprise.

Un important mouvement préfectoral

La France annonce que le ministre de l'intérieur « délégué par les dernières élections » va procéder à un important mouvement préfectoral. Il comprendra plusieurs préfets, secrétaires-général, sous-préfets et de nombreux conseillers de préfecture.

La grève des Verriers de Lyon

Lyon, 17 mai. — La grève des verriers dont on espérait la solution amiable aujourd'hui continue par suite du refus de la délégation des maîtres verriers de s'aboucher avec la délégation ouvrière.

Le refus est motivé par ce fait que les ouvriers persistent à faire figurer dans la délégation deux ouvriers appartenant à une usine qui n'est pas en grève. Les difficultés ne portant que sur ce point, on croit que l'on arrivera à une conciliation et qu'une entente se fera à la suite de l'entrevue probable des deux délégations.

Une grève de bûcherons

Nevers, 17 mai. — Six cents ouvriers bûcherons se sont mis en grève à La Ferrière, commune du canton de Saint-Benoit d'Azy.

A Decazeville

Decazeville, 17 mai. — Une réunion ouverte a eu lieu aujourd'hui à Combes à 3 heures. On y a voté la continuation de la grève. Les mineurs se sont réunis à 5 heures à Decazeville; la séance a été tumultueuse. Elle a voté aussi la prolongation de la grève.

Les métallurgistes qui n'ont pas été admis à la distribution actuelle de travail par suite de l'entrevue avec M. Petitjean qui aurait, dit-on, promis de rallumer la forge le plus tôt possible.

La question ouvrière

Graz (Styrie), 17 mai. — Prévoyant que, désormais (par suite de la nouvelle loi contre les socialistes) les discussions et résolutions de leurs chambres deviendront lettre morte à l'avenir, toutes les sociétés ouvrières se sont dissoutes volontairement.

Berlin, 27 mai. — La question ouvrière devient de plus en plus grave et menaçante.

En dépit des efforts du prince de Bismark et des autorités, un grand nombre d'ouvriers manquent actuellement de travail par suite de la paralysie du commerce et de l'industrie.

La crise devient aiguë, les négociants et fabricants ne pourront plus supporter les lourdes charges qui pèsent sur eux et qui vont chaque année s'accroissant, se voient les uns après les autres dans l'obligation de fermer leurs fabriques ou leurs établissements. Un grand nombre d'ouvriers et de manœuvres se dirigent sur la France, où ils trouvent assez facilement à s'employer.

Le comte Herbert de Bismark

Berlin, 17 mai. — Le comte Herbert de Bismark a été nommé secrétaire d'État du département des affaires étrangères.

La rage

Le Caire, 17 mars. — Deux villageois qui ont été mordus par des chiens enragés viennent d'être envoyés à Paris aux frais du gouvernement pour être soignés par M. Pasteur.

Le choléra

Rome, 17 mai. — Depuis hier à midi jusqu'aujourd'hui à la même heure, il y a eu à Venise 4 cas et 4 décès; à Bari 6 cas et 4 décès ont été constatés.

M. FLOQUET

On nous écrit de Paris :
« On parle vaguement d'une entente entre la Gauche radicale et l'Extrême-Gauche, en vue du remplacement possible du ministre Freycinet, qu'on suppose ne devoir pas durer au-delà de la fin de l'année. M. Charles Floquet, qui était allé à Londres pour suivre les débats du Parlement anglais sur l'affaire du *Homo Ruler*, n'a pas attendu la fin des débats et a été, dit-on, rappelé par dépêche à Paris, où il est arrivé avant-hier par le train rapide de Boulogne.
« Le président de la Chambre n'a fait que passer à Paris, où il a reçu, dans la journée d'hier, la visite d'un certain nombre d'hommes politiques, notamment celle du ministre de l'intérieur, avec lequel il s'est entretenu longuement de la situation intérieure. Comme M. Lockroy est souvent en

conférences suivies et personnelles, depuis son retour de Londres, avec le même M. Sarrien, qui n'a pas, à ce que l'on assure, de secrets pour son collègue du commerce, on croit qu'il a arrêté, à Londres, tout un plan de campagne contre MM. Floquet et Lockroy, plan qui aurait reçu l'approbation du ministre de l'intérieur, et auquel il s'agirait de rallier M. Clémenceau. De là le voyage de M. Floquet à Biarritz.
« Voilà donc le Président de la Chambre, à peine de retour d'Angleterre, en route pour la frontière d'Espagne. Quel amour subit des voyages a pris au député de la Seine. Veut-il se débarrasser des ennemis du fauteuil, dont le repos ne va guère à sa nature pétillante? ou bien ne profite-t-il pas de la présence de M. Clémenceau à Toulon pour se rencontrer avec le député de Montmartre? Quand on va de Boulogne à Biarritz en 48 heures, l'on peut bien faire un petit crochet et donner rendez-vous à un ami, sur la route, surtout quand on a, comme nos députés, le parcours gratuit sur toutes les lignes de chemin de fer.
« Quoiqu'il en soit, on prétend qu'à l'occasion du voyage en Suisse de M. Clémenceau, qui allait y voir ses enfants, M. Floquet a éprouvé le besoin d'aller voir des parents à Biarritz, et que ces deux personnages se rencontrèrent, à leur retour, dans une ville du Midi, dont je ne crois pas devoir citer le nom, et que c'est M. Clémenceau, en ce moment à Toulon, qui a provoqué cette rencontre afin de s'aboucher avec des notabilités du parti, en vue de certaines éventualités. »

LE PÉTROLE SUR MER

Depuis plusieurs années, on s'efforce, aussi bien en Europe qu'en Amérique, de remplacer le charbon par les hydrocarbures dans le chauffage des machines à vapeur.

Les grèves récentes dans les charbonnages de Belgique, la grève persistante de Decazeville, donnent à cette question un caractère d'actualité.

Des expériences satisfaisantes ont été faites aux États-Unis, en Angleterre et en France. Quant à la Russie, elle applique les résidus de naphte sur le Volga, dans beaucoup de ses usines, sur plusieurs de ses chemins de fer, et s'en trouve très bien.

En Russie, la question est résolue. On va à Bakou, centre des grands bassins pétroliers, par le Volga et la Caspienne. Presque tous les bateaux à vapeur qui sillonnent le fleuve ou qui traversent la mer, sont chauffés avec des résidus de naphte (huile grasse). Toutes les usines de Bakou emploient également le combustible qui ne leur coûte rien ou presque rien. Les fabricants bornent leurs soins à retirer du naphte brut les produits servant à l'éclairage, tels que kérosine (pétrole), etc., et ne travaillent pas les résidus de cette fabrication. Ces résidus représentent environ les 2/3 du naphte brut distillé. Le naphte brut ne convient pas. C'est qu'il renferme des produits volatils trop inflammables. Sur le chemin de fer de Bakou-Tiflis, les locomotives sont également chauffées par des résidus de naphte.

Les appareils employés en Russie pour utiliser les résidus de naphte sont tous des pulvérisateurs. Ils donnent la vapeur aux chaudières qu'ils desservent. Lorsque les chaudières sont à foyer intérieur et longues, on ne voit pas sortir la fumée par la cheminée, preuve d'une combustion complète.

Au contraire, avec des chaudières courtes et à tubes, on remarque du noir de fumée. Le pouvoir calorifique du bon charbon de terre est à celui des résidus de naphte dans la proportion de environ 8 à 12.

Au Caucase, on estime à 28,000 kilomètres carrés l'étendue des terrains qui recouvrent des gisements de pétrole. On n'exploite aujourd'hui que le district de Bakou, qui comprend à peine 2 kilomètres carrés.

La production du naphte, qui n'était en 1865, que de 554,000 pouds (le poud vaut 16 kilog. 38), dépasse actuellement 50 millions de pouds de naphte brut, 15 millions de pouds de kérosine ou pétrole, et 20 millions de pouds de résidus.

En 1859, les États-Unis ne possédaient qu'un puits à pétrole dans la Pensylvanie. Le baril de liquide, composé de 42 gallons de litres 54, se vendait 24 dollars ou 120 francs. Deux ans après, le prix, grâce à la spéculation, était tombé à 50 centimes.

Aujourd'hui, la Pensylvanie a plus de vingt puits, donnant plus de 60,000 barils d'huile par jour. Tous les entrepôts, appelés « tanks », sont reliés entre eux par 8,000 kilomètres de tuyaux. En outre, 1,920 kilomètres de voies ferrées mettent ces entrepôts en communication avec les régions pétrolières de Cleveland, Pittsburg, Buffalo, New-York et Baltimore.

On évalue à environ 38 millions de barils l'étendue des gisements de la Pensylvanie, ce qui remplirait un lac de deux kilomètres carrés, sur 3 mètres 50 de profondeur.

En 1862, les États-Unis ont commencé à exporter du pétrole, et leurs premiers essais ne furent pas heureux. Sur un premier envoi de 600,000 gallons, on perdit 2,000 dollars ou 10,000 francs.

En 1885 l'exportation des États-Unis a été de 574,000,000 de gallons représentant une somme de 50,250,000 dollars ou 251,250,000 francs.

Les américains ne sont pas restés inactifs. Plusieurs bateaux de rivière (ferry-boats) marchent déjà par des résidus de naphte, et l'on songe à employer le nouveau combustible sur les chemins de fer de la Pensylvanie.

La Russie, on peut le dire, a devancé les États-Unis sur la voie des applications utiles. Elle doit ses succès au pulvérisateur, appareil que les Américains connaissent peu.

Si l'on compare le produit du Caucase au produit de la Pensylvanie, on trouve que le naphte américain donne 75 pour cent de pétrole et autres dérivés, très inflammables par leur peu de densité. Au contraire, le naphte russe ne contient que 50 pour cent de pétrole et autres sous-produits, dont l'emploi, en raison de la forte densité, n'offre aucun danger.

La Russie est donc appelée à fournir plus de combustible liquide que les États-Unis.

A Batoum, le photogène, ou naphte purifié, se vend environ un rouble (2 fr. 50), le poud de 16 kilog. 38 : aux États-Unis, en 1885, le prix moyen des huiles minérales raffinées était de huit sous le gallon de 4 litres.

Un fait remarquable, ce propos, que, en 1847, le Pape Pie IX fut parrain de la seconde fille du roi de Piémont, Victor-Emmanuel II, aujourd'hui la reine Marie-Pie de Portugal, qui porte le nom de son parrain, et dont le fils, le duc de Bragança, va épouser la princesse Amélie d'Orléans.

A la Chambre des députés
Madrid, 17 mai. — M. Martos, président de la Chambre, annonce la naissance du roi.

Nous venons, dit-il, d'être témoin d'un grand événement. Autour de la tombe de notre roi regretté nous avons respiré une atmosphère de tristesse et presque de terreur; autour du berceau du nouveau roi renaisait la joie et l'espérance. C'est un grand bonheur que le roi mourant nous ait laissé un fils pour le remplacer et perpétuer le monarque. Nos vœux défendaient la liberté représentée par une jeune fille au berceau; préparons-nous à défendre le monarque qui représente la paix et l'ordre. Cris répétés : « Vive le roi ! »

Les députés républicains n'assistèrent pas à la séance.
M. Sagasta déclara s'associer aux paroles de M. Martos.

Le comte Toreno, au nom du parti conservateur s'associa aux paroles de MM. Martos et Sagasta. La séance est suspendue jusqu'à 6 heures du soir.

Au Sénat

Madrid, 17 mai. — M. Sagasta a pris également la parole au Sénat au sujet de la naissance du roi.

Il a ajouté que la reine avait un nouveau titre au respect de tous les Espagnols parce qu'elle était l'ange tutélaire de l'Espagne. M. Sagasta a terminé en criant : « Vive la reine régente! vive le roi ! » Les sénateurs ont fait chorus, plusieurs orateurs ont ensuite parlé comme le ministre. Les sénateurs républicains ont gardé le silence.

La *Epoca* dit que la médiation de la régente entre la Colombie et l'Italie sera appliquée aussitôt après la signature de l'accord préliminaire.

LE MARIAGE DE LA PRINCESSE AMÉLIE

Paris, 17 mai. — Ce soir, à 4 heures sept minutes, est parti de la gare d'Orléans le train spécial emmenant à Lisbonne les princesses et princesses de la maison de France.

Des ordres les plus sévères avaient été donnés pour empêcher le public de pénétrer sur le quai. Monsieur le comte de Paris ayant exprimé le désir que personne en dehors de la famille ne viant à la gare, aussi les personnes qui avaient demandé l'autorisation de dire un dernier adieu à la princesse Amélie avaient-elles été reçues de 1 heure à 3, rue de Varennes. Seuls une cinquantaine de privilégiés ont-ils pu saluer à la gare les augustes voyageurs.

Les princesses et princesses ont pénétré sur le quai par la cour d'honneur des bâtiments de l'exploitation centrale ou ils ont été reçus par le président du conseil d'administration de la Compagnie, M. Andral.

Le train était composé de huit wagons, deux sleeping-car, un dining-car, un wagon-salon, un wagon de première classe, trois fourgons, enfin deux locomotives, l'une en tête, l'autre en queue.

La princesse Amélie, en robe crème simplement relevée par une ceinture de soie blanche et noire, portant au corsage un petit bouquet de marguerite et de bleuets, à la main un bouquet de camélias blancs.

Le wagon de la princesse était rempli de fleurs envoyées au dernier moment, nous avons remarqué dans le nombre une admirable corbeille aux couleurs de Portugal.

Avec M. le comte de Paris, madame la comtesse de Paris, madame la princesse Amélie, ont pris place M. le duc d'Orléans et sa sœur Madame la princesse Hélène, M. le duc de Chartres, M. le duc d'Anjou, la princesse Clémentine et son fils le prince Philippe.

Accompagnaient les princesses et princesses M. le duc de la Trémouille, M. le duc de Noailles. La vicomtesse de Busler, dame d'honneur de la comtesse de Paris, Mlle Lavvasseur, institutrice des princesses.

Les personnes de la maison de M. le comte de Paris sont MM. le comte d'Haussouville, le marquis de Beauvoir, le capitaine Morhain, M. Camille Dupuy, secrétaire particulier, le docteur Guenan de Mussy.

M. le marquis de Bouillé accompagne M. le duc de Chartres et M. le vicomte de Chazelles, M. le duc

En Angleterre on a fait des essais sur les steamers *Himalaya* et *Emmanuel*, et sur le yacht *Fair-Queen*.

En France, M. d'Allest s'est livré à des expériences dans les ateliers de Marseille de la compagnie Fraissinet. En outre, M. Godard, ingénieur de la marine, s'est rendu compte à bord d'un torpilleur.

Toutes les tentatives montrent que l'on se préoccupe de l'avancement du combustible de l'avenir. Mais on n'aura rien fait d'utile tant que des moyens de transport ne seront pas organisés entre Bakou et Marseille.

A ce sujet on écrit de Russie : « Il faudrait transporter les résidus de naphte de Bakou à Alake, port de la Caspienne, station du chemin de fer Bakou-Tiflis, par bateau citerne. Là, pomper les résidus dans des wagons-réservoirs qui conduiraient le produit à Batoum (sur la mer Noire). A Batoum, on chargerait par pompes dans des vapeurs-citernes qui iraient directement à Marseille. Et les résidus de naphte de Bakou ne coûteraient guère, à Marseille, que le prix du transport. »

Ce résultat sera obtenu que le lendemain du jour où des hommes d'initiative auront accompli, sur l'Océan, du Havre à New-York une traversée qui réussira fatalement.

Le premier navire à vapeur qui traversa l'Atlantique, vint de New-York à Liverpool. Les Anglais apercevant de loin une épaisse fumée, se croyaient en présence d'un navire en feu. L'âge du charbon sur mer était commencé.

Fulton avait prévu à ce grand voyage par de petits voyages sur l'Hudson.

Le jour où un navire, chauffé par le naphte et portant le pavillon français, abordera à New-York, une révolution s'accusera bientôt dans les marines de guerre et de commerce.

Pour la marine de guerre, un torpilleur, emportant aujourd'hui du charbon, doit relâcher dans un port et renouveler, à bref délai, sa provision de combustible. Le naphte occupé à bord à peine le tiers de l'espace occupé par le charbon. Un torpilleur, chauffé au naphte, peut donc prendre la mer pour un espace de temps beaucoup plus long et guetter au loin une flotte ennemie.

Les premières expériences seront peu coûteuses. Les chaudières actuelles, légèrement modifiées, peuvent suffire. On n'a besoin que d'y adapter le pulvérisateur.

En remplaçant le charbon par les hydrocarbures, on gagne plus de 60 pour cent sur l'espace occupé par le nouveau combustible adopté. Quand à l'économie réalisée sur le prix du charbon, nous l'avons estimée à New-York à 75 pour cent. Ainsi, un navire, usant aujourd'hui pour 4,000 francs de charbon de New-York au Havre, n'aurait plus que pour 1,000 francs de résidus de naphte.

Ce chiffre sera maintenu si les moyens de transport s'organisent pratiquement de Bakou à Marseille.

Les grands progrès sont réalisés soit par des hommes de génie, soit sous la pression de la nécessité.

Que les mineurs, — compagnies et ouvriers — y prennent garde; on pourrait très bien se passer d'eux.

LE DÉPART POUR LISBONNE

Paris, 17 mai. — Ce soir, à 4 heures sept minutes, est parti de la gare d'Orléans le train spécial emmenant à Lisbonne les princesses et princesses de la maison de France.

Des ordres les plus sévères avaient été donnés pour empêcher le public de pénétrer sur le quai. Monsieur le comte de Paris ayant exprimé le désir que personne en dehors de la famille ne viant à la gare, aussi les personnes qui avaient demandé l'autorisation de dire un dernier adieu à la princesse Amélie avaient-elles été reçues de 1 heure à 3, rue de Varennes. Seuls une cinquantaine de privilégiés ont-ils pu saluer à la gare les augustes voyageurs.

Les princesses et princesses ont pénétré sur le quai par la cour d'honneur des bâtiments de l'exploitation centrale ou ils ont été reçus par le président du conseil d'administration de la Compagnie, M. Andral.

Le train était composé de huit wagons, deux sleeping-car, un dining-car, un wagon-salon, un wagon de première classe, trois fourgons, enfin deux locomotives, l'une en tête, l'autre en queue.

La princesse Amélie, en robe crème simplement relevée par une ceinture de soie blanche et noire, portant au corsage un petit bouquet de marguerite et de bleuets, à la main un bouquet de camélias blancs.

Le wagon de la princesse était rempli de fleurs envoyées au dernier moment, nous avons remarqué dans le nombre une admirable corbeille aux couleurs de Portugal.

Avec M. le comte de Paris, madame la comtesse de Paris, madame la princesse Amélie, ont pris place M. le duc d'Orléans et sa sœur Madame la princesse Hélène, M. le duc de Chartres, M. le duc d'Anjou, la princesse Clémentine et son fils le prince Philippe.

Accompagnaient les princesses et princesses M. le duc de la Trémouille, M. le duc de Noailles. La vicomtesse de Busler, dame d'honneur de la comtesse de Paris, Mlle Lavvasseur, institutrice des princesses.

Les personnes de la maison de M. le comte de Paris sont MM. le comte d'Haussouville, le marquis de Beauvoir, le capitaine Morhain, M. Camille Dupuy, secrétaire particulier, le docteur Guenan de Mussy.

M. le marquis de Bouillé accompagne M. le duc de Chartres et M. le vicomte de Chazelles, M. le duc

d'Anjou. Le précepteur du duc d'Orléans a suivi le jeune prince à Lisbonne.

La princesse Amélie est montée la dernière en wagon et c'est debout sur la passerelle qu'elle a adressé, avec une émotion visible, un dernier salut aux assistants respectueusement inclinés.

On nous écrit de Paris :

« Il paraît que la présence de M. Jules Simon à la réception de l'hôtel Galliera est, pour le quart d'heure, la grande, la principale préoccupation des chefs du parti républicain. La commission du budget qui devait se réunir cette après-midi au Palais-Bourbon, ne s'est pas trouvée en nombre et l'on n'a pu s'occuper que de régler l'ordre des travaux. L'on y causait aussi beaucoup, m'assure-t-on, de l'effet produit par la soirée de samedi, chez Monsieur le comte de Paris, et qui peut être le point de départ d'une ère nouvelle pour la politique conservatrice. Telle est, du moins, l'impression, non seulement de la presse parisienne, mais aussi celle de nos cercles politiques.

« Aussi allons-nous voir les journaux républicains s'attacher à affaiblir la portée des manifestations sympathiques auxquelles a donné lieu le mariage de la princesse Amélie et faire bonne fortune à mauvais jeu, en découvrant tout à coup que si ces fêtes monarchiques peuvent se célébrer sans obstacle, c'est une preuve que la République est solidement établie. On est en un instant l'idée de contre-attaquer ces fêtes, mais qu'on y a renoncé de peur de se mettre sur les bras une grosse affaire avec la diplomatie, dont les représentants étaient les hôtes les plus assidus de l'Hôtel Galliera.

« On y a renoncé pour le moment. On y reviendra plus tard, soyez-en sûr, et les cervaux brûlés de l'extrême gauche sont là pour faire le jeu du gouvernement. Cela n'empêche pas que le voyage de la famille d'Orléans ne soit une véritable marche triomphale, même sur nos lignes françaises, et les dépêches de Madrid nous apprennent qu'à la frontière, la réception sera tout à fait celle réservée aux familles des souverains.

Aussi plusieurs membres du Conseil d'administration du chemin de fer de Medina-Salamanca à la frontière du Portugal partent ce soir pour accompagner la famille du comte de Paris jusqu'à la frontière.

Le ministre des finances du Portugal et le directeur des chemins de fer Portugais se rendront également à Salamanca. L'ambassade extraordinaire qui doit assister au mariage du prince royal est partie pour Lisbonne. »

OVATION A M. CHEVREUL

Une touchante ovation a été faite hier au vénéré doyen des savants français pendant la séance de l'Académie des sciences.

Au moment où M. Chevreul s'asseyait à son banc, l'amiral Jurien de la Gravière, président, s'est levé et a prononcé quelques paroles émus en s'adress